



08-08-2012

LE DIALOGUE SOCIAL : UN CHOIX POLITIQUE

Le capitalisme n'a qu'un seul but : le profit et son accumulation, peu importe les conséquences sociales que cela engendre.

Les richesses produites par le travail sont accaparées par le capital pour son seul profit. Cette règle est intangible et le restera aussi longtemps que le capitalisme existera.

Les intérêts du capital sont inconciliables avec ceux qui produisent les richesses : les travailleurs.

Depuis que ce système économique existe, les travailleurs ont dû lutter sans cesse pour améliorer leurs conditions de vie. Les luttes ont permis des avancées sociales importantes, mais n'ont pas supprimé le capitalisme, l'exploitation du travail n'a pas cessé, au contraire, elle s'est renforcée.

Les fermetures d'entreprises, la casse des services publics, les atteintes aux droits, aux acquis sociaux, le chômage de masse, l'explosion de la pauvreté sont les conséquences d'un tel système.

Le choix politique est donc clair : LES LUTTES pour supprimer le capitalisme ou SON AMENAGEMENT, c'est-à-dire collaborer avec lui sans le remettre en cause.

Ce bref rappel est nécessaire pour mesurer les enjeux du « dialogue social » dont tous les partis politiques et les centrales syndicales se réjouissent aujourd'hui.

Comment contraindre le capital à satisfaire les besoins sociaux autrement que par les luttes ? Poser la question c'est y répondre. A ce titre, l'histoire est riche d'enseignements.

Les syndicats sont aujourd'hui des « partenaires » et négocient avec les gérants d'un système qui ne recherche que le profit maximum et le plus vite possible.

Ce choix politique vise à faire croire que le capital peut faire des « concessions » sans lutte, en négociant avec lui dans la « paix sociale ».

Dernier exemple en date : les 8000 suppressions d'emplois dans le groupe Peugeot. Le gouvernement appelle au « dialogue » avec les syndicats qui selon lui doivent être « associés » aux mesures d'accompagnement.

Autre exemple : la « conférence sociale » à laquelle tous les syndicats et le patronat ont participé. Tous se sont félicités d'un changement d'« attitude notable du nouveau gouvernement » alors que cette « conférence » ne vise qu'à aider le capital dans sa recherche de profits nouveaux. Les thèmes abordés touchent tous les secteurs de la vie économique et sociale de la société. Ce sera du « donnant-donnant » a déjà prévenu le MEDEF qui revendique fermement la baisse du « coût du travail ». On sait ce que cela veut dire, le « donnant-donnant » s'est toujours

traduit par d'importants reculs sociaux. Personne n'a évoqué les énormes profits réalisés, on n'était pas là pour ça.

Les centrales syndicales ont depuis longtemps abandonné le terrain des luttes, le « dialogue social » étant l'outil pour les freiner. Mais les syndicats d'entreprises commencent à réagir, la réalité du terrain est incontournable. Les luttes doivent se développer, c'est indispensable. Plus elles seront fortes, plus le capital sera mis en difficulté et les revendications satisfaites. C'est la règle dans ce système. Communistes soutient et soutiendra toutes les luttes pour le supprimer.

www.sitecommunistes.org